

Organe
tri-hebdomadaire
d'information
édité par la Régie
Nationale
de l'Agence
Guinéenne
de Presse

FOROXA

PRIX
25 francs le Numéro

ABONNEMENT :

1 an	3.000
6 mois	2.000
3 mois	1.000
Abonnement de soutien :	5.000

TRAVAIL - JUSTICE

SOLIDARITÉ

Rédaction - Administration - Publicité - B. P. 191 CONAKRY - Tél. 33-66 - Adresse Télégraphique AGUIPRES

SAMEDI 19 AOUT 1961

N° 42 - 1^{re} ANNÉE

ÉDITORIAL

Le nouveau pas de la Révolution guinéenne

La première session 1961 de la Conférence nationale du P.D.G. est terminée. Pendant ces cinq jours d'un travail fructueux, il ressort deux faits essentiels.

D'une part la haute tenue des débats l'aisance incontestable avec laquelle les problèmes nationaux ont été abordés dans leurs moindres détails et avec lucidité, atteste éloquemment de la prise de conscience incontestable et de plus en plus élevée de nos responsables politiques nationaux, et de l'état d'engagement inconditionnel de tout le peuple guinéen dans la révolution que nous avons entreprise.

La Conférence de Conakry sentie, indubitablement, une avance qualitative sur les précédentes. C'est là que, hier, se réunissaient les Africains, à part quelques sièges d'exception occupés des émissaires d'inspiration congénitale, en sont aujourd'hui pour leurs traits. Le sérieux du travail accompli à ce jour, l'élévation de la pensée politique et sociale de chaque dirigeant ont

LA CONFÉRENCE DE CONAKRY S'EST TERMINÉE DANS L'ENTHOUSIASME, PAR

Le discours de clôture du Secrétaire général du P.D.G.

Adoption de quatre importantes résolutions, notamment sur la
Rationalisation du travail

Au terme de la discussion générale du rapport qu'il a présenté, le secrétaire général du P.D.G. a tenu tout d'abord à féliciter les responsables et les militants des 43 sections du P.D.G.

Il a en premier lieu, souligné le sens de la responsabilité qui a dominé toutes les interventions faites au nom de nos sections. En effet, celles-ci, ne se considèrent pas comme des éléments ou des entités pleinement engagés dans la révolution, assumant à leur niveau la totalité des responsabilités de notre Parti et de notre Etat.

les interventions des délégués reflétaient non seulement les mots d'ordre du Parti, mais encore qu'elles portaient sur leur application pratique, notamment en ce qui concerne la mobilisation permanente de nos masses dans le processus de développement économique et social de notre pays. Les bilans qui ont été présentés au cours des interventions d'inspiration nationale s'est déclinée : des résultats de l'année 1961 sont en effet supérieurs à ceux de l'année 1960.

On ne saurait trop insister enfin sur la contribution effective et efficace que chaque section a apportée à la Conférence.

Le Président Sékou Touré devait ensuite aborder les différents points soulevés par les orateurs.

PROBLEME DE LA J.R.D.A.

Cet important problème soulevé par Beyla, n'avait pas été traité dans le rapport du B.P.N. étant donné, a expliqué le secrétaire général du P.D.G., que le Congrès annuel de la J.R.D.A. est déjà convoqué et que tous les problèmes liés à l'organisation de notre jeunesse seront traités dans le prochain rapport du B.P.N. qui sera soumis à ce Congrès le 14 septembre prochain. Le chef de l'Etat a toutefois ap-

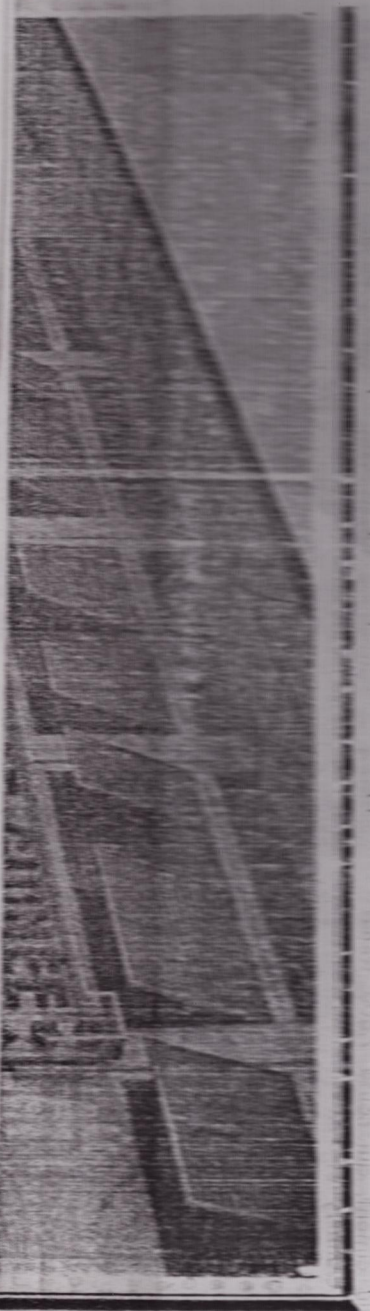
prouvé Guéckédou pour avoir relevé le fait que les deux conférences nationales annuelles décidées à Kissidougou non pas encore été tenues au niveau de la J.R.D.A.

La raison en est que le B.P.N. a préféré, au lieu de ces deux Conférences, convoquer un congrès annuel groupant l'ensemble des cadres. Ainsi, pourront être discutés de manière large et complète tous les problèmes relevant des activités et de l'organisation de notre jeunesse.

En conséquence il a été demandé aux sections de préparer activement dès maintenant ces prochaines assemblées.

LES COOPERATIVES

Au sujet de l'action coopérative qui a été évoquée par plusieurs sections, le secrétaire général du P.D.G. a abordé dans le sens de ceux qui ont étendu la notion de coopérative au-delà de la production agricole. Pour nous, en effet, l'organisation coopérative s'étend à tous les secteurs de la production et du commerce. Mais le problème des coopératives agricoles a été abordé plus

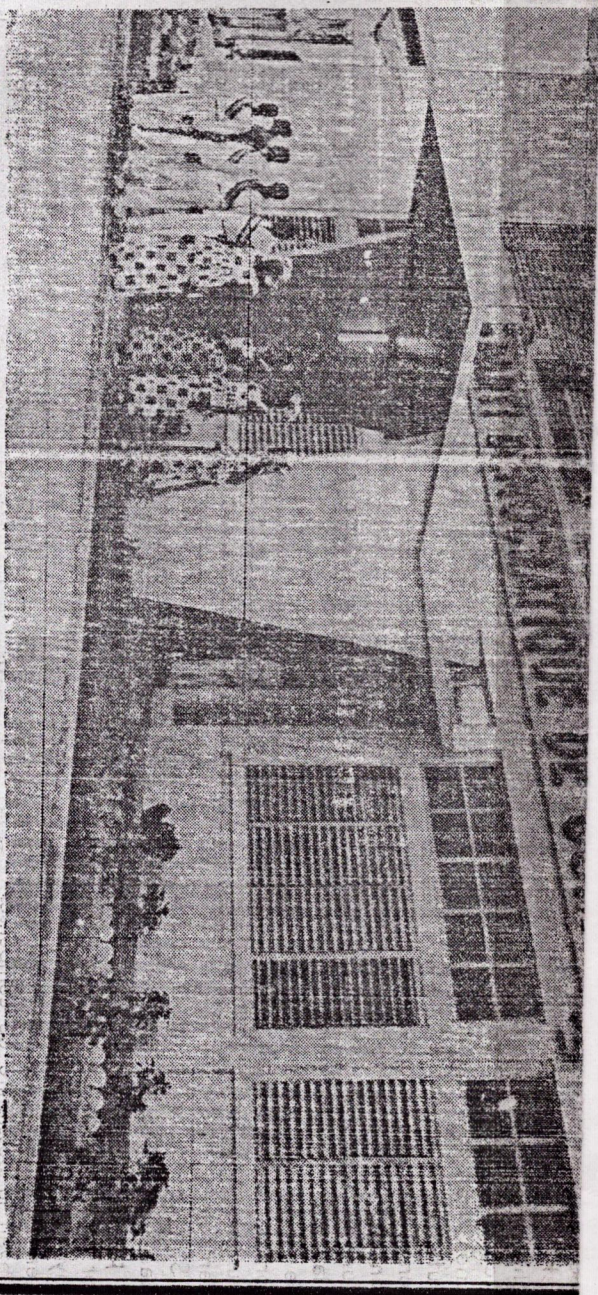


démontrer que les quatuor-ze, connues à contre-cœur à quelques rares individualités, ne sont plus une exception. Elles nous ont imposé à ceux qui croyaient nous dominer tous les jours.

Cette progression rapide s'explique aussi par notre unité. Cette unité du peuple de Guinée chaque jour enrichie des connaissances et des expériences de chacun et de tous et mise à la disposition de tous. Cette unité qui se renforce chaque jour est le gage des succès à venir, car elle ne constitue pas une force de brimade, mais une force de persuasion, d'éducation, de perfectionnement, qui crée l'émulation entre les hommes pour une élévation qualitative de l'individu et de son rendement dans l'édification nationale. Cette unité enfin, elle est inséparable de notre faculté de mobilisation qui doit être renforcée.

La décision la plus importante de cette session a été celle relative à la rationalisation du travail. S'il est vrai que pour rendre le peuple maître du développement continu et harmonieux de notre économie nationale, il est nécessaire de concevoir cette économie selon un plan arrêté avec la pleine participation de tous les cadres et militants. Il n'en est pas moins vrai que pour obtenir l'exécution rapide et correcte des opérations de notre Plan triennal, il faut que la volonté qui a servi de base à son élaboration, se répète dans l'effort quotidien et concret de chaque travailleur. La contradiction flagrante entre le comportement du travailleur et les objectifs définis par le Parti, s'explique souvent par la lutte à mener quotidiennement contre les tares héritées.

● suite page 5



La Permanence nationale

Pour la seconde fois consécutive:

La Troupe Artistique de CONAKRY II

enlève la Coupe nationale du P. D. G.

KOUROUSSA deux fois finaliste

CONAKRY-II

Un qui était embarrassé vendredi soir, pour départager les groupes artistiques J.R.D.A. de Conakry-II et Kouroussa, c'était le public, après que les deux équipes se soient affrontées, à la Bourse du Travail, pour la finale de la coupe du P.D.G.

Les talents, à peu près égaux, des concurrents, avaient suscité, dans la salle, un égal enthousiasme.

C'est Conakry-II qui eut l'honneur du lever de rideau, en présence du Président de la République, des membres du B.P.N. du gouvernement, des délégués et invités d'honneur à la Conférence, dont cette soirée marquait la clôture solennelle,

Les jeunes gens et jeunes filles de Conakry-II, ces dernières quasi aériennes sous leurs ailes de fin tulle vert, rythmement en des gestes souples le chant « Landji-Fan » qui appelle à l'unité révolutionnaire.

« Yanfé-Koui », la pièce qui suit, nous conte l'histoire de Moussa, jeune militant R.D.A. Moussa ayant surpris des comploteurs, décide de se joindre à eux pour mieux démasquer leurs intrigues contre-révolutionnaires, payées par les revanchards impérialistes. C'est ainsi

● suite page 6

Le néo-colonialisme et l'Afrique

Le président Kwamé N'Krumah a qualifié, il y a quelque temps, le **Marché commun** (d'initiative européenne) de « plus grand danger qui guette l'Afrique ».

Pourtant dans ce piège, (soigneusement pourvu de lardons) ouvert à l'Afrique par le **Marché commun**, dans le dessein de conserver à l'Europe son « appendice » et « réservoir » de matières premières, dans ce piège prêt à se refermer, certains pays africains ont l'intention de s'engager! Peut-être certains hommes d'Etat africains pensent-ils être assez adroits pour obtenir du **Marché commun** une industrialisation de leurs propres pays? Il est à craindre que leurs illusions se voient... Tout au plus pourra-t-on leur accorder « la part du pauvre ». Les puissances industrielles de l'Occident ne feront jamais de leurs esclaves, de leurs marchés, des concurrents.

En effet, si l'Occident tient tellement, tout d'un coup à « aider »

particulièrement dans le chapitre traitant de la planification et de l'étude des réalités économiques de la Guinée, liées à la planification. C'est indirectement par l'augmentation de la production que le problème de la coopération agricole a été abordé. Cela ne veut absolument pas dire que nous limitons l'action coopérative au seul domaine de l'Agriculture; d'ailleurs deux précédents rapports ont traité d'une manière plus complète l'action coopérative en la situant dans tous les domaines et sous tous ses aspects.

Le Président Sékou Touré devait féliciter les sections qui ont fait part de leur expérience en matière de coopération, dans l'organisation des ouvriers. Le B.P.N. a retenu cette suggestion et invite à son tour les sections à mettre immédiatement sur pied des coopératives ouvrières.

● suite page 2

L'Afrique, à y investir des capitaux, en faisant au besoin des « sacrifices » (qui viennent faire pendant aux sacrifices humains), c'est parce que ces bons samaritains voient dans l'Afrique, non seulement le « réservoir » des matières premières qui leur manquent, mais encore un marché tout ouvert pour leur surproduction industrielle.

Si l'on semble consentir à « accorder » à certains pays sous-développés, des « avantages », ce n'est, en définitive, que calcul pour mieux les reprendre, par le pillage des **matières premières**, réserves du sol, par les bénéfices obtenus ensuite, dans la revente des produits de transformation.

Où bien encore, contre permission d'installer des **bases militaires** qui permettront de contrôler un continent sur lequel le piège se referme ainsi, dans un claquement sec d'armes que l'on charge. Lorsque

● suite page 6

NOUVELLES DE LA CAPITALLE

DISCOURS DE CLOTURE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU P. D. G.

331 suite de la première page

qui bénéficieront, elles-aussi, de l'aide accordée par l'Etat aux organismes coopératifs.

Les suggestions de certaines sections, tendant à différer leur dotation en engins modernes pour permettre aux membres de leurs coopératives de subir au préalable un apprentissage dans les centres de modernisation rurale, n'ont pas été retenues.

« On ne peut pas apprendre à nager si l'on n'est pas dans l'eau, devait répondre le Président Sékou Touré. Dans la situation actuelle qui est la nôtre, on ne peut apprendre à gérer les coopératives hors des coopératives. C'est une véritable science économique et humaine. Il faut donc créer d'abord la coopérative. Et c'est la pratique qui servira d'école aux coopérateurs eux-mêmes. L'Etat s'engage à mettre à leur disposition des techniciens qui conseilleront utilement les adhérents sur l'emploi des moyens agro-mécaniques, lesquels seront judicieusement répartis ».

A ceux qui ont demandé de ne pas céder de manière prioritaire des engins modernes aux cultivateurs privés afin d'éviter qu'ils ne créent cent les coopératives et que se crée une bourgeoisie paysanne, le B.P.N. par la voix de son secrétaire général, a opposé son désaccord. « Parce que, a-t-il dit, nous sommes contre toute limitation du progrès individuel. Le but de notre action est de susciter le progrès, tant individuel que collectif. En conséquence, on ne saurait mettre un frein à l'initiative individuelle, car notre ambition est de doter les milliers de producteurs

liberté du commerce extérieur.

La liberté du commerce a donc été rétablie, et le commerce d'Etat mis sur le même pied d'égalité que le commerce privé. Les sociétés nationales seront soumises aux mêmes taxes, aux mêmes impôts, que les sociétés commerciales privées. « Mais à l'intérieur de nos régions, à affirmé le chef d'Etat, le Comptoir régional n'était qu'une succursale du C.G.C.I. Puisque ce dernier a été dissout et qu'il lui a été substitué de nombreuses sociétés spécialisées, le Comptoir régional ne peut devenir leur succursale. Il doit plutôt se transformer en une société régionale du Commerce, qui pourra s'adresser à chacune des sociétés d'Etat comme aux sociétés privées, pour son approvisionnement en denrées nécessaires à la consommation des populations. Ainsi, le comptoir de Kankan, par exemple, pourra s'adresser à Peyrissac pour acquérir des 403, à la Sonatex pour les textiles, etc. Le Comptoir deviendra ainsi une société régionale jouissant de l'autonomie financière et de la responsabilité de sa gestion. »

Sur un autre plan, des critiques, avaient été élevées quant au prix du ciment, qui coûte 7.500 francs à Conakry et 12.000 francs à Mamou « Mais chaque principe, chaque organisme ou système, devait répondre le Président Sékou Touré a ses avantages et ses inconvénients. Nous avons supprimé le C.G.C.I., qui présentait, certes, certains avantages qui à l'expérience se sont révélés être beaucoup moins nombreux que ses inconvénients, et c'est la raison de sa suppression. »

Le C.G.C.I., en effet, avait ses avantages : il avait permis de créer une organisation centralisée, achetant non seulement toute la production nationale en vue de l'exportation, mais revendait à l'intérieur toutes les marchandises d'importa-

« Certains de nos camarades, a dit à ce propos notre secrétaire général, n'ont pas saisi l'idée qui est largement développée et commentée dans le rapport. Cependant cette structure est l'application politique du rapport déjà adopté et publié sous forme de loi dans le Journal Officiel et portant réforme de l'enseignement en Guinée. Le seul fait nouveau, dans le rapport, est une délimitation de l'enseignement de masse qui était jusqu'ici confondu avec l'enseignement moyen.

L'ENSEIGNEMENT DE MASSE

comprendra 4 années, 2 années de cours préparatoire et 2 années de cours élémentaire. Cet enseignement pourrait être éventuellement complété par un enseignement post-scolaire dans les brigades de la J.R.D.A.

L'ENSEIGNEMENT MOYEN, qui

comprend seulement 2 années sera porté à 3 ans. Ainsi l'enseignement moyen et une partie de l'enseignement élémentaire dans la préparation de l'enseignement moyen, seront

teurs confirmés. Poser ainsi le problème c'est considérer l'enseignement uniquement sous son aspect technique.

« Nous allons donc, a poursuivi notre secrétaire général, vous fournir de nouvelles données. A la prochaine rentrée scolaire, il y aura 2.000 enseignants, parmi lesquels nous comptons 200 instituteurs valables titulaires du C.A.P. et des instituteurs adjoints, soit 7 à 800 instituteurs sur 2.000, les autres étant des moniteurs.

Nous sommes donc obligés de confier les cours préparatoires et élémentaires aux instituteurs et les cours moyens aux instituteurs adjoints. Certains instituteurs ordinaires pourront également enseigner dans les premières classes de l'enseignement secondaire. Si nous devons maintenir nos meilleurs instituteurs dans les cours préparatoires du cycle primaire, et il y en a des milliers, nous ne pourrions fournir que 200 enseignants. Il faut donc tenir compte des réalités de notre pays. Nous pensons que le comité spécial pourra

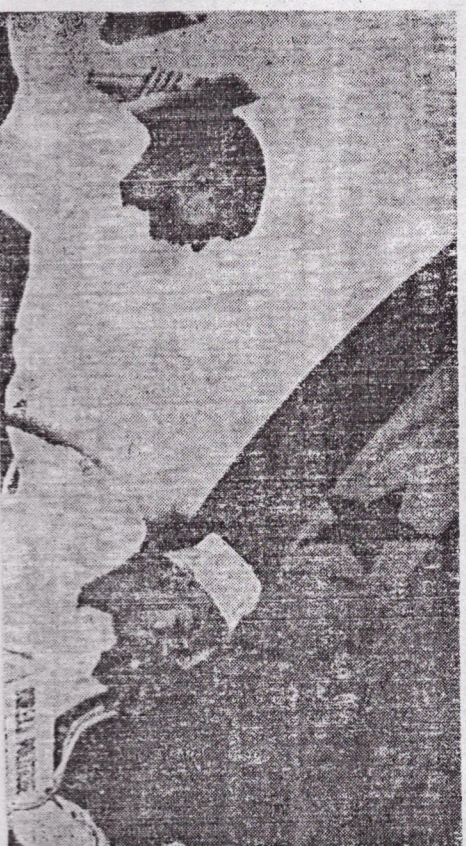
professeurs venant de plus de trente pays différents et qui nous coûtent plus de un million huit cent mille francs par an, dont une bonne partie payable en devises. Nous continuerons à recruter autant de professeurs étrangers, qu'il en faudra pour former notre jeunesse. Mais nous préférons les réserver pour l'enseignement scientifique spécialisé, pour lequel nous ne trouvons pas d'enseignants sur place.

2° Les proviseurs de certains de nos établissements secondaires sont des instituteurs, qui ont d'ailleurs obtenu d'excellents résultats cette année. Nous pouvons dire que certains de nos instituteurs sont plus qualifiés que certains professeurs étrangers pour enseigner le français, l'histoire et la géographie de l'Afrique, nos institutions, etc.

LE PROBLEME DES ETUDIANTS

Il a été abondamment évoqué au cours des débats par de nombreux orateurs. Mais il semble que les interventions qui s'y rapportaient dénotent, comme l'a souligné le Président Sékou Touré, une mauvaise interprétation du rapport.

« Nous précisons donc, devait dire le chef de l'Etat, que le mariage relève de la liberté individuelle. Aucun Etat, aucun régime n'a le droit d'imposer une limitation au droit de l'homme de se lier à la femme qu'il aime. Nous devons affirmer avec force que chaque individu homme et femme, bénéficie d'un droit imprescriptible quand il ou elle veut se marier. Il ne serait être question pour nous de mettre fin à un mariage mixte, comme il a été demandé, car



« nous traitons toute notre philosophie si une quelconque menace de racisme se glissait dans les travaux de notre Conférence, Celui qui veut épouser une femme du pôle Sud ou du pôle nord, qui veut trouver une compagne sous la mer, sur la terre, ou dans le ciel est libre de le faire,

guinéens de matériel moderne afin de mettre fin au règne de la daba. En résumé, donc, tous ceux qui voudront moderniser leurs méthodes de travail, trouveront auprès de notre Etat toute l'aide désirable. »

LA REFORME DU COMMERCE

Dans le domaine du Commerce, le sort des magasins d'Etat a été longuement évoqué. Les remarques faites par de nombreuses sections en ce qui concerne leur fermeture sont fondées et le B.P.N. a tenu à expliquer davantage sa position dans ce domaine.

En effet, il n'avait pas été demandé expressément la suppression de tous les magasins d'Etat, mais bien la justification de leur raison d'être. Comment ?

Dans les grandes villes (Conakry, Kankan) où il existe une importante infrastructure commerciale privée, c'est à ce niveau que devra être organisé et s'exercer le contrôle des prix, les magasins d'Etat étant réservés pour les campagnes dépourvues d'infrastructure commerciale. Les régions seront donc seules juges de la création ou de la fermeture des magasins d'Etat, qui seront gérés désormais par les autorités régionales. La décentralisation dans ce domaine permettra à chaque région de se rendre compte de la rentabilité de ses propres opérations.

D'autre part, le secrétaire général du P.D.G. a reconnu la justesse des observations faites quant au temps de commercialisation de la production. « Il n'y a pas et ne doit pas y avoir de période de commercialisation de la production, tel que cela avait été institué par le commerce de traite, à déclaré le chef de l'Etat. Dès que les récoltes débutent, on peut commencer immédiatement la commercialisation des produits. Nous pouvons vous affirmer que la Banque centrale sera à la disposition des divers organismes pour la financer entièrement. »

En ce qui concerne les comptoirs régionaux, la dernière réforme du Commerce national a touché principalement la structure du C.G.C.E. et du C.G.C.I. Le C.G.C.I. nous l'avons dit, avait porté atteinte à la

c'était une organisation centralisée, achetant non seulement toute la production nationale en vue de l'exportation, mais revendant à l'intérieur toutes les marchandises d'importation. Il pouvait ainsi opérer une compensation entre les différents secteurs de façon à uniformiser les prix à la consommation. Prenons un exemple : la banane guinéenne, rendue au port de Conakry, était vendue à un prix plus bas que le prix payé aux planteurs.

Si le prix de revient de la banane était supérieur à son prix de vente, le planteur aurait fini par abandonner sa plantation. Le C.G.C.I. surpayait la banane pour ne pas pénaliser le planteur. Mais, en revanche, il avait la possibilité de compenser le manque à gagner sur un autre produit vendu au-dessus du prix de revient ou sur le prix de certaines marchandises de luxe, tel que frigidaires, voitures, motos, etc. Ceci permettait de vendre les produits de premières nécessités (riz, sucre, sel, farine, etc.) à des prix uniformes, conformes au pouvoir d'achat des masses paysannes. Grâce à ce système, le C.G.C.I. avait fixé pour ces produits un prix national. Malheureusement, le résultat a été que les commerçants privés n'avaient plus aucun intérêt à venir chercher ces marchandises à Conakry pour les revendre à perte à l'intérieur. Cela a entraîné avec l'engorgement du port, les protestations de tous les consommateurs contre la carence de notre Comptoir. Le secrétaire général du P.D.G. devait affirmer que le prix national sera maintenu pour le riz, le sel, la farine, le sucre. Par contre, les autres marchandises seront vendues librement, dans le cadre de la politique des prix définie par l'organisation du contrôle des prix. La réforme du commerce crée en effet une direction nationale du contrôle des prix, qui sera complétée par des directions régionales.

LA REFORME

DE L'ENSEIGNEMENT

LES PRÉSIDENTS A LA TRIBUNE DU B. P. N

orientés vers la pratique, parce que, a expliqué le Président, il faut penser au sort de nos jeunes frères qui seront certainement 5 à 6.000 à passer le C.E.P. dans les prochaines années. Or, à 14 ans, après 5 à 6 ans d'école ils n'ont rien appris de pratique. Dans les institutions actuelles tout l'enseignement est théorique. Sur dix enfants titulaires du C.E.P., cinq ou six continuent leurs études secondaires. Mais nous pouvons dire que dans 3 ans, lorsque le développement de l'action entreprise portera tout ses fruits, sur 10 enfants l'enseignement secondaire ne pourra en résorber que deux ou quatre. Ainsi une majorité d'enfants sera renvoyée de l'école sans avoir rien appris de pratique et se trouvera sans débouchés. Ils ne pourront être employés dans les ateliers, la législation sur l'âge l'interdit. Ils attendront donc 3 ans pour pouvoir travailler. Il en découlera de graves inconvénients : car non seulement ils ne reviendront plus à l'agriculture (pour ceux dont la famille y est), mais ils auront oublié ce qu'ils avaient appris. C'est pour parer à cela, pour résoudre un problème moral, social, économique et politique que nous avons engagé la réforme préconisée.

Dans la loi qui est publiée, il est dit que l'enseignement devient obligatoire. Inutile de le dire si nous ne pouvons effectivement dispenser l'enseignement à tous les enfants. En réalité, il faut rendre obligatoire l'enseignement de masse que tous les enfants pourront suivre. Nous avons senti que certaines sections considéraient que l'emploi de moniteurs uniquement, dans les classes préparatoires, n'est pas un bon procédé, et qu'ils voudraient voir maintenus dans ces classes des institu-

étudier d'une manière approfondie les propositions contenues dans le rapport, et relatives notamment à la modification des programmes en vue de la formation complète de notre jeunesse, car nous avons pu mesurer le fossé qui existe entre l'enseignement tel qu'il est dispensé aujourd'hui et ce qu'il était autrefois.

« En résumé, donc, nous préconisons un enseignement de masse de 4 ans, un enseignement moyen de 3 ans. »

Quant à la question concernant le groupe scolaire, le chef de l'Etat a répondu qu'il n'est pas nécessaire qu'il soit implanté dans la même localité, et qu'il suffit de tenir compte du nombre proportionnel de classes des cours préparatoires, élémentaires et moyens, conformément à la pyramide que nous avons adoptée. Pour ce qui est de la création d'une inspection primaire dans chaque région, le problème ne peut encore être envisagé, puisque leur nombre est fonction de celui des classes. A Conakry, par exemple, il n'y a pas qu'une seule inspection, il y en a plusieurs.

Il a par ailleurs été demandé, de réduire ou d'envisager l'échelonement du recrutement des instituteurs ordinaires pouvant être versés dans le cadre de l'enseignement secondaire. Le secrétaire général a retenu et développé deux points particuliers, à savoir :

« Partout où un guinéen remplit les conditions requises pour enseigner, la préférence lui sera donnée, d'abord parce qu'il nous coûte moins cher (500.000 francs à peine par an), ensuite parce qu'il est mieux qualifié que des étrangers pour enseigner nos institutions et les connaissances relatives à nos pays. Nous avons, dans notre corps enseignant des

nous trahissons toute notre philosophie si une quelconque nuance de racisme se glissait dans les travaux de notre Conférence. Celui qui veut épouser une femme du Pôlesud ou du pôle nord, qui veut trouver une compagne sous la mer, sur la terre ou dans le ciel est libre de le faire.

« Alors pourquoi ce chapitre ? Il se pose là un problème de droit. Les techniciens du droit voudront bien nous en excuser, mais pour nous, la notion de droit est liée à la notion de responsabilité et de conscience. Les jeunes filles et les jeunes garçons sont sous la responsabilité de leur famille jusqu'à leur majorité ; il en est ainsi dans tous les pays du monde. En Guinée, ce ne sont pas les familles qui envoient leurs enfants à l'extérieur en vue de leur formation : c'est l'Etat, c'est-à-dire l'organisme qui représente l'ensemble national et qui, dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation, s'est substitué à chaque père, à chaque mère de famille pour donner à nos jeunes des connaissances utiles aussi bien à eux-mêmes qu'à la nation. Nous pensons donc que sur le plan du droit, lorsque le gouvernement envoie des jeunes gens ou jeunes filles à l'étranger afin d'y poursuivre leurs études ou y effectuer des stages dont la durée peut varier de quelques mois à quelques années, ces jeunes, qu'ils aient vingt et un ans ou plus, sont considérés par lui comme des mineurs. La tutelle que l'Etat exerce sur eux cesse seulement à partir du moment où l'étudiant a terminé ses études. A ce moment, il est totalement libre de se marier selon son choix. Voilà ce qu'il fallait retenir du rapport. »

En conclusion le secrétaire général devait remercier tous les camarades pour les suggestions apportées et dont il sera tenu compte.

Cette intervention devait être saluée par des applaudissements nourris. Puis, le camarade Moussa Diakité, président de la Commission d'organisation a donné lecture de la composition des différentes commissions.

me faire fin à un mariage mixte, comme il a été demandé, car

RESOLUTION DE LA CONFERENCE NATIONALE

Avant de lever la 6^e séance de la Conférence, la direction nationale du Parti a procédé à la constitution de quatre commissions de travail chargées chacune d'élaborer un projet de résolution et de recommandation qui sera discuté au cours de la dernière séance plénière.

Coiffée chacune par une délégation du B.P.N. dont un membre assume la présidence et un autre la fonction de rapporteur, les commissions sont composées de délégués à raison de un représentant par section. Elles sont en outre assistées d'experts et de personnalités dont l'expérience en chacun des points traités sera d'un apport de haute valeur.

COMMISSION DE POLITIQUE GENERALE

Président : El Hadj Saïfoulaye,
Rapporteur : Kaba Mamadi,
Membres : Diallo Abdourahmane, un délégué par section.

COMMISSION ECONOMIQUE

Président : Béavogui Louis Lansana,
Rapporteur : Kéita N'Famara,
Membres : Moussa Diakité, un délégué par section.

COMMISSION DE LA RATIONALISATION DU TRAVAIL

Président : Camara Bengaly,
Rapporteur : Touré Ismaël,
Membres : Diané Lansana, un délégué par section.

COMMISSION SOCIALE

Président : Camara Damantang,
Rapporteur : Tounkara Jean Faragué,
Membres : Léon Maka, M^{me} Camara Loffo, et un délégué par section.

Résolution de politique générale

- Sur le plan national : vigilance encore accrue
- Sur le plan africain : recherche de l'Unité
- Sur le plan international : neutralisme positif

La première session de la Conférence nationale du Parti Démocratique de Guinée, réunie à la salle des Congrès du P.D.G. à Conakry les 14-15-16-17 et 18 août 1961.

Après avoir entendu, discuté et approuvé le rapport magistral de Doctrine et d'Orientation présenté par le camarade Sékou Touré, secrétaire général du P.D.G.

Considérant que la Conférence

révolution qui compromettent l'esprit de notre politique commerciale.

Elle en appelle à la vigilance de tous les militants et des responsables à tous les niveaux, et demande au B.P.N. et au gouvernement de prendre des mesures exemplaires, à l'encontre de tous les coupables de tels actes.

Elle approuve, sans réserve, le retour à la section de l'Etat des anciennes sociétés de distribution

enseignement de masse et de qualité tant dans sa forme que dans son fond.

Et considère que sa nature éducative et son caractère utilitaire doivent constamment et rigoureusement être respectés afin d'intégrer l'enseignement à la vie nationale dans ses diverses activités politique, économique, sociale et civile.

Acclame la suppression de l'enseignement privé.

nos victoires futures ; aussi, invite-t-elle tous les militants et toutes les militantes des organisations du Parti, à consolider davantage leur cohésion.

SUR LE PLAN AFRICAIN

La Conférence salue les mouvements de libération nationale des peuples, et leur exprime sa solidarité pleine et entière, dans le juste combat qu'ils mènent contre le colonialisme et l'impérialisme pour l'indépendance nationale.

Elle salue avec ferveur, la libération de Jomo Kenyatta, victoire décisive du peuple africain du Kenya.

Elle condamne la guerre d'extermination livrée aux peuples d'Angola, courageusement engagés dans la lutte contre le colonialisme portugais, le plus object et le plus barbare.

Elle s'élève avec indignation contre la politique d'apartheid pratiquée en Afrique du Sud.

S'agissant de la Guinée dite portugaise, des Rhodésies, du Mozambique, de Zanzibar, du Bassutholand, et de bien d'autres pays d'Afrique qui luttent pour leur indépendance nationale, la Conférence flétrit la politique de répression sanglante pratiquée par les impérialistes, contre les peuples de ces pays.

La Conférence dénonce l'action néfaste de l'impérialisme international qui, au Congo, s'emploie à maintenir systématiquement la confusion au mépris des véritables intérêts du peuple Congolais en vue de sauvegarder ses privilèges.

Elle souhaite le rétablissement de l'Unité nationale Congolaise dans la liberté et la démocratie.

Elle s'incline avec douleur devant la mémoire du grand patriote africain Patrice Lumumba, premier ministre du Congo, lâchement assassiné par les impérialistes, et leurs valets.

Syndicale Panafricaine, véritable instrument de combat, à la disposition de la classe ouvrière dans la lutte de libération économique et sociale de nos masses laborieuses.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

La Conférence approuve la politique de neutralisme positif, pratiquée par notre gouvernement et l'engage à poursuivre cette politique de non alignement.

Elle félicite le peuple cubain, pour sa victoire éclatante sur l'impérialisme et les forces d'invasion contre-révolutionnaires.

Elle se prononce pour une coexistence pacifique entre tous les peuples, et en faveur de toute action susceptible d'aboutir à un désarmement général et complet en vue d'assurer à l'humanité une paix durable.

La Conférence se réjouit de la tenue prochaine à Belgrade de la Conférence des Etats non engagés.

Elle rend un vibrant hommage au gouvernement de la République, pour sa contribution importante au succès de cette Conférence.

Résolution sociale (suite)

I. REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

La Conférence nationale du P.D.G. après étude approfondie du rapport présenté par le secrétaire général au nom du B.P.N.

— Considérant la nécessité de lariser intégralement et dans les plus brefs délais, l'ensemble de la jeunesse guinéenne.

— Considérant la nécessité liée au mettre en œuvre des méthodes nouvelles révolutionnaires propres à réaliser cet objectif, en partant des réalités concrètes de notre pays.

— Considérant la nécessité, liée au

Considérant que la Conférence nationale instituée par le cinquième Congrès s'est, depuis, lors révélée comme un moyen efficace de confrontation de nos idées et le renforcement de l'action du Parti dans tous les domaines ;

Constate avec satisfaction, l'application suivie des décisions arrêtées par les précédentes Conférences de Kankan et de Kissidougou.

Se réjouit du résultat des élections présidentielles du 15 janvier 1961. Le peuple de Guinée a marqué ainsi, une fois de plus, son adhésion totale aux principes de son Parti, en plébiscitant par 99,37% des suffrages exprimés le candidat du P.D.G. le camarade Sékou Touré comme premier magistrat de notre République.

Lui rend un hommage bien mérité pour la grande confiance portée à sa personne, en raison de son action courageuse et inlassable de guide lucide et clairvoyant de notre grand Parti, le P.D.G.

Exprime sa fierté et félicite le président pour l'attribution qui lui a été faite du Prix international Lénine pour la consolidation de la Paix.

La Conférence se réjouit de l'audience de plus en plus accrue de notre République, due à la justesse de la doctrine et de l'orientation politique de notre Parti, dont le rayonnement tant sur le plan africain que sur le plan international, a suscité l'admiration de tous les peuples épris de paix, de justice, de liberté et de démocratie.

Elle renouvelle sa confiance au B.P.N., et l'engage à poursuivre rigoureusement cette politique, moyen le plus sûr pour consolider notre indépendance nationale, pour contribuer à la libération de l'Afrique et à la réalisation de son Unité.

Elle salue les réformes judiciaires intervenues dans les domaines commercial et bancaire, la création de nouvelles banques, d'entreprises commerciales d'Etat, dont les objectifs répondront à coup sûr aux exigences de notre développement économique.

Elle attire cependant, l'attention du B.P.N. et du gouvernement sur les activités néfastes et antisociales des spéculateurs, ennemis de notre

retour à la section de l'Etat des anciennes sociétés de distribution d'eau et d'électricité, et la création d'une société nationale d'acconage et de transit.

Considérant que la planification est un moyen scientifique pour nor-

maliser et développer notre économie en étroite harmonie avec la normalisation et le développement des conditions sociales de vie du peuple guinéen.

Que l'amélioration et la transformation profondes et continues des conditions matérielles de vie de notre société, constituent la fin et l'objet du développement économique de notre Etat.

La Conférence constate avec satisfaction, le haut degré d'engagement de tous les militants dans l'exécution rapide et efficace du Plan triennal ; elle les félicite et les encourage pour les initiatives heureuses tendant au développement du mouvement coopératif, facteur déterminant du succès de notre révolution économique.

Considérant que toute mauvaise utilisation des forces de travail amoindrit les capacités de production et par conséquent conduit à l'appauvrissement de la société ;

Que l'inconscience professionnelle et la malhonnêteté de certains agents, causent de graves pertes à la nation, sans compter le préjudice moral et politique qu'elles engendrent

Que la rationalisation des normes du travail est sans conteste, le moyen le plus efficace pour développer la productivité du travail et partant, la production, condition essentielle de libération économique de nos masses laborieuses.

Salue l'initiative heureuse du Parti de rationaliser les normes du travail ; ce qui, à coup sûr, engagera davantage nos masses dans la production.

La Conférence, estimant que l'enfermement guinéen, loin d'être considéré comme un domaine particulier des activités de la nation, est tout à la fois un des principaux objets et un des éléments actifs de notre action révolutionnaire.

Approuve la réforme de l'enseignement qui doit être à la fois un

général privé. Demande de donner à toutes les organisations existant en Guinée, un caractère national.

La Conférence rend un hommage sincère aux travailleurs de Guinée.

et notamment à leur direction nationale, pour l'œuvre gigantesque accomplie pour la consolidation de notre indépendance.

La C.N.T.G. plus que jamais, doit poursuivre son action éducative, en vue d'une promotion rapide du travailleur guinéen et du succès de notre révolution.

Elle invite, compte tenu des réalités présentes et pour promouvoir au niveau de chaque travailleur, une conscience professionnelle et civique qualitativement supérieure, à apporter sa collaboration étroite pour l'institution dans les meilleurs délais des comités de perfectionnement, de gestion et d'entreprise.

La Conférence approuve la réforme pénitentiaire, et fait confiance au gouvernement dans l'application des mesures envisagées à l'endroite des détenus, dans l'intérêt national.

Elle salue l'action dynamique et appréciable de la J.R.D.A., aile marchante du Parti dans le renforcement de notre action politique, économique et éducative.

Elle la convie à une vigilance toujours plus accrue, et à une consécration toujours plus aigue, pour faire de notre jeunesse, une véritable pépinière de responsables conscients.

Elle salue l'action courageuse et inlassable des femmes, constamment mobilisées au service de la nation.

Rend hommage au Parti, pour les conditions créées en vue de leur émancipation rapide et totale.

La Conférence exprime sa fierté aux sections du Parti. Leur contribution de qualité à la Conférence, a démontré la constante élévation de leur niveau politique, gage certain de la marche triomphale du Parti vers le succès de notre expérience.

Les félicite, pour les réalisations concrètes obtenues dans tous les domaines.

La Conférence réaffirme, que le renforcement de l'unité du Parti demeure la condition essentielle de

sine par les impérialistes, et leurs vales.

La Conférence salue la lutte héroïque du peuple algérien en guerre depuis plus de 7 ans, contre l'impérialisme français, que l'audience internationale et la national mil-

taire du front de libération nationale viennent de contraindre, aux négociations d'Evian et de Luqin.

Elle s'élève contre toute tentative de partition du sol algérien, le Sahara y compris.

La Conférence flétrit l'agression française contre la Tunisie à Bizerte. Elle déplore le deuil qui a frappé le gouvernement et le peuple tunisiens, auxquels elle exprime sa solidarité pleine et entière.

Elle s'élève énergiquement contre le maintien et l'installation de toute base étrangère en Afrique, et invite tous les Etats africains à une réelle compréhension du danger que constitue la présence de bases militaires en Afrique.

La Conférence rend un hommage tout particulier au B.P.N. et au gouvernement pour leur contribution positive à la création et à la consolidation de l'Union des Etats Africains, véritable noyau des Etats-Unis d'Afrique.

Elle salue la Conférence Panafricaine des Etats de Casablanca, et approuve sans réserve l'action constructive de notre gouvernement en faveur de l'Unité Africaine.

Elle enregistre avec satisfaction, la contribution de la Conférence des peuples africains et celle de la Conférence de solidarité des peuples Afro-Asiatiques, tenues cette année au Caire et à Bandung, à l'accélération de la libération des pays coloniaux et dépendants.

La Conférence salue tous les peuples africains qui viennent de recouvrer leur indépendance nationale, et leur souhaite plein succès dans les tâches d'édification de leurs pays, tout en les mettant en garde contre le danger de l'infiltration du néo-colonialisme sous le couvert de sol-disant aide-économique.

La Conférence approuve sans réserve, la politique du gouvernement tendant à l'élargissement et au renforcement des liens de solidarité avec les peuples frères d'Afrique.

Elle salue la naissance de l'Union

réaliser cet objectif, en partant des réalités concrètes de notre pays.

— Considérant la nécessité, liée au développement économique et social de la Guinée, d'améliorer constamment la qualité de notre enseigne-

— Considérant que les problèmes de l'enseignement ne peuvent trouver leur meilleure solution que dans un climat général d'enthousiasme créateur,

— Considérant les efforts soutenus déployés par le Parti, pour la réhabilitation et le développement de la culture Africaine.

— Salue chaleureusement la juste décision du Parti d'unifier l'enseignement en République de Guinée, par la suppression de l'enseignement privé, de tous ordres.

— Rend hommage au B.P.N., pour les mesures adoptées en vue de la revalorisation de la fonction enseignante, et l'invite à accentuer ses efforts, notamment par l'accroissement de l'effectif des enseignants et l'amélioration de leur qualification professionnelle.

Approuve et salue les principes définis dans le rapport, concernant l'orientation et l'organisation de l'enseignement sur la base de l'articulation suivante :

Enseignement de masse : 4 ans ;
Enseignement moyen : 3 ans ;
Enseignement secondaire : 5 ans ;
Soit un cycle global de 12 années d'études.

Il reste entendu que cette réforme ne touche que les promotions qui seront recrutées à compter de la rentrée d'Octobre 1961.

La Conférence :

— Considérant que la jeunesse scolaire ne peut être pleinement intégrée à la vie de la nation que si sa formation scolaire est complétée à chaque moment par une formation politique et une formation pré-militaire adéquate. Invite le B.P.N. à faire de la préparation militaire et de la formation politique des jeunes des matières du programme à part entière et à tout mettre en œuvre pour créer dès la rentrée scolaire prochaine les conditions morales et matérielles pour l'application, de la présente réforme.

— Lance un appel à tous les enseignants et les engage à ne rien épar-

Organisme
Mésobanadé
Soutenu par la République
Nationale
de l'Agence Guinéenne
de Presse

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ
Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

DERER QU'EN TANI QU'ACCUMULATION DE
MOYENS ET EXTENSION DES POUVOIRS, DONT
DISPOSENT LES SOCIÉTÉS, POUR AMÉLIORER LES
CONDITIONS DE VIE ET ACCROÎTRE LE BIEN-
ÊTRE DE L'HOMME.

SEKOU TOURE.

NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MONDE

LE NÉO-COLONIALISME ET L'AFRIQUE

suite de la première page

certaines africains reconnaîtront dans leurs « alliés » impérialiste le visage de leurs anciens maîtres, il sera trop tard...

Et il faudra recommencer la lutte...

Et quelle lutte ! Quand on voit ce dont est capable la politique impérialiste, et à quel point elle peut froidement semer la mort et les ruines pour sauver ses intérêts, pourquoi flirter avec le feu qui nous a brûlé, pourquoi ouvrir la porte à notre cambrioleur, sinon à notre assassin ?

Il suffit de méditer l'exemple effarant de l'Amérique Latine, qui, si tôt libérée du joug espagnol, au début du 19^e siècle, retomba sous un autre, celui du néo-colonialisme de l'industrie nord-américaine. Les gros trusts naissants profitèrent de la misère des pays fraîchement décolonisés pour les « aider » ; ils profitèrent surtout des dissensions entre ces pays pour s'y installer en arbitres et, comme le juge de la Fable de la Fontaine, gobèrent l'huître que les plaideurs se disputaient...

L'Amérique tire la plus grosse part de ses revenus de sa scorie latine dont les pays sont moins des États véritables que des plantations ou entreprises oligarchiques, dépendantes

entièrement des trusts nord-américains.

Depuis un siècle et demi d'« indépendance », les États d'Amérique latine n'ont pas encore réussi à s'industrialiser sérieusement d'une manière autonome. Ce sont des producteurs de matières premières à bon marché, contraints d'acheter au nord tous les produits de consommation dont ils ont besoin, à des taux prohibitifs. La balance commerciale de ces pays étant, par conséquence, déficitaire en permanence, les gouvernements se rattrapent où ils peuvent. C'est-à-dire sur les dos des classes laborieuses qui reçoivent des salaires de famine. De plus, pour équilibrer leurs budgets, les États d'Amérique du Sud sont obligés de faire appel sans cesse aux crédits des leaders du Nouveau monde, ce qui les rend plus dépendants.

C'est de ce cycle infernal que le président Fidel Castro, en renversant le fantôme qui hypothéquait son pays pour le plus grand bien des trusts, s'est libéré. C'est de ce cycle infernal que le Ghana, la Guinée, le Mali, en adoptant et préconisant une politique autonome de planification économique, veulent arracher l'Afrique, en union entre eux et les autres pays

africains indépendants qui sont délimités à ne pas risquer leur doigt dans l'engrenage du Marché Commun. Cette politique par le peuple et pour le peuple n'a pas de l'aide extérieure que dans la mesure où cette aide ne contraindrait pas à s'intégrer dans les structures économiques mêmes d'un bloc, dans une guerre froide qui ne peut faire de l'Afrique que le tremplin et le réservoir d'une économie basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et l'exploitation du continent « producteur et marché » par le continent industriel.

Naturellement, les néo-colonialistes semblent représenter un « progrès » par rapport au colonialisme : ils ont accordé l'indépendance, sous leur aile, à la plupart des pays africains. Seuls ceux qui ont décidé d'être hors de leur « protection » ont leur indépendance réelle ou battaient encore pour l'arracher : mais ils l'ont obtenu ! Pour ces derniers, la « généralité » et l'aide des néo-colonialistes ne jouent pas, ce qui prouve à quel point ils sont désintéressés !...

Leur subtile bonté se tourne uniquement vers ceux qui jouent le jeu. À ceux-là on a donné, bien sûr, ce qu'ils voulaient : des chefs respons-

sables, (bien « pratiques » comme boucs émissaires en cas de mécontentement populaire), des ministres, une police, une armée (bien encadrée) un drapeau (prenez tout ça et amusez-vous) ! mais on les a surtout « associés »... ce qui leur donne naturellement des obligations, comme celle par exemple d'écouler leurs matières premières sur l'Europe — qui en a bien besoin pour ses grosses industries de transformation et de lui acheter ses produits finis (elle a besoin de cette vente pour les bénéfices de ses capitaux).

Engagez-vous, rengez-vous pour les trusts métropolitains et européens sous l'égide du Marché Commun, le meilleur pour vous, leur répète-t-on en slogan !

Et si c'était un Marché... de dupes ? Certains pays africains, sur le point de s'engager, conçoivent des doutes...

Certaines paroles, prononcées à la dernière Conférence de Strasbourg par le représentant de la Côte d'Ivoire, M. Yacé, en laissent percer : « Je ne peux accepter, et-t-il dit, que l'association se révèle plus profitable aux pays membres (européens) qu'aux pays associés (africains) ! le principe de l'égalité dans l'association n'est pas respecté (déjà ?). Les taxes de consommation appliquées

aux pays membres (européens) qu'aux pays associés (africains) ! le principe de l'égalité dans l'association n'est pas respecté (déjà ?). Les taxes de consommation appliquées

suite de la première page

qu'il arrive à découvrir l'existence d'un dépôt d'armes. Le peuple il n'a pas la légende de ce temple fermé contre ses institutions et qui justifie une vigilance accrue de sa part, à l'aveoir.

« Mianouka », danse de l'initiation en Basse-Guinée, clôture « en beauté » le spectacle offert par Conakry-II. Cette danse nous fait communier dans son rythme puissant aux forces mêmes de la nature. C'est la source qui jaillit et devient fleuve

franchement de mauvais goût, fade, lâché et « vieux jeu ». Un décor plus sobre et une plus grande unité auraient mis en valeur le jeu des danseurs, centre d'intérêt.

Ceci dit, la danse elle-même, menée progressivement avec une science chorégraphique consommée, atteint

LA FINALE DE LA COUPE DU P. D. G.

SPECTACLES

brés, une giration folle, ensorcelante apothéose d'où jaillissent toutes les forces sacrées de l'être et établit l'unité totale entre la salle et la scène.

LA CRITIQUE

Il est difficile avons-nous dit, de

cants.
« L'art guinéen est un art révolutionnaire. Il ne peut être par conséquent qu'un art engagé, s'il veut participer à la lutte que mène la nation. »

Parlant de ce principe, qui est la

Certains gouvernements africains espèrent-ils arracher à l'Europe des garanties de stabilisation des prix ?

(à suivre)

l'Europe devait faire judicieusement

Le roi sollicite par les colons et qui repousse leurs offres n'en reste pas moins dans son fauteuil lorsqu'ils commencent leurs exactions. Pour défendre le pays, il fait appel non point au peuple mais à un seul « héros » qui suffit à mettre l'ennemi en fuite, le peuple formant une galerie passive, alors qu'il ne peut y avoir libération réelle d'un peuple que si ce peuple lui-même en est l'artisan actif et conscient. Ce peuple, dont l'action conditionne l'histoire, se voit

TEOROZA

ORGANE
MENSUEL
DE LA
REVOLUTION
AFRICAINNE

Organ
Mensuel
de la
Révolution
Nationale
de l'Afrique
et du Monde

TRAVAIL — JUSTICE — SOLIDARITÉ
Compte Chèques Postaux 6975 — Banque République de Guinée 3-34-32

LE PROGRES. NOUS NE POUVONS LE CONSIDERER QU'EN TANT QU'ACCUMULATION DE MOYENS ET EXTENSION DES POUVOIRS DONT DISPOSENT LES SOCIÉTÉS. POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE ET ACCROÎTRE LE BIEN-ÊTRE DE L'HOMME.

SEKOU TOURE.

NOUVELLES D'AFRIQUE ET DU MONDE

LE NÉO-COLONIALISME ET L'AFRIQUE

suite de la première page

certaines africains reconnaîtront dans leurs « alliés » impérialiste le visage de leurs anciens maîtres, il sera trop tard...

Et il faudra recommencer la lutte...

Et quelle lutte ! Quand on voit ce dont est capable la politique impérialiste, et à quel point elle peut froidement semer la mort et les ruines pour sauver ses intérêts, pour quoi flirter avec le feu qui nous a brûlé, pourquoi ouvrir la porte à notre cambrioleur, sinon à notre assassin ?

Il suffit de méditer l'exemple éblouissant de l'Amérique Latine, qui, sitôt libérée du joug espagnol, au début du 19^e siècle, retomba sous un autre, celui du néo-colonialisme de l'industrie nord-américaine. Les gros trusts naissants profitèrent de la misère des pays fraîchement décolonisés pour les « aider » ; ils profitèrent surtout des dissensions entre ces pays pour s'y installer en arbitres et, comme le juge de la Fable de la Fontaine, gobèrent l'huile que les plaideurs se disputaient...

L'Amérique tire la plus grosse part de ses revenus de sa seule latine dont les pays sont moins des États véritables que des plantations ou carrières gigantesques, dépendantes

entièrement des trusts nord-américains.

Depuis un siècle et demi d'« indépendance », les États d'Amérique latine n'ont pas encore réussi à s'industrialiser sérieusement d'une manière autonome. Ce sont des producteurs de matières premières à bon marché, contraints d'acheter au nord tous les produits de consommation dont ils ont besoin, à des taux prohibitifs. La balance commerciale de ces pays étant, par conséquence, déficitaire en permanence, les gouvernements se rattrapent où ils peuvent, c'est-à-dire sur les dos des classes laborieuses qui reçoivent des salaires de famine. De plus, pour équilibrer leurs budgets, les États d'Amérique du Sud sont obligés de faire appel sans cesse aux crédits des leaders du Nouveau monde, ce qui les rend plus dépendants.

C'est de ce cycle infernal que le président Fidel Castro, en renversant le fantôme qui hypothéquait son pays, le plus grand bien des trusts, s'est libéré. C'est de ce cycle infernal que le Ghana, la Guinée, le Mali, en adoptant et préconisant une politique autonome de planification économique, veulent garder l'Afrique, en union entre eux et les autres pays

africains indépendants qui sont délimités à ne pas risquer leur droit dans l'engrenage du Marché Commun. Cette politique par le peuple et pour le peuple n'est de l'aide extérieure que dans la mesure où cette aide ne contraint pas à s'intégrer dans les structures économiques mêmes d'un bloc, dans une guerre froide que le peuple fait de l'Afrique que le trépan et le réservoir d'une économie basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, et l'exploitation du continent « producteur et marché » par le continent industriel.

Naturellement, les néo-colonialistes semblent représenter un « progrès » par rapport au colonialisme : ils ont accordé l'indépendance, sous leur aile, à la plupart des pays africains. Seuls ceux qui ont décidé d'être hors de leur « protection » ont leur indépendance réelle ou battaient encore pour l'arracher : mais ils l'ont obtenue ! Pour ces derniers, la « génésiste » et l'aide des néo-colonialistes ne jouent pas, ce qui prouve à quel point ils sont désintéressés !...

Leur subite bonté se tourne uniquement vers ceux qui jouent le jeu. A ceux-là on a donné, bien sûr, ce qu'ils voulaient : des chefs respon-

sables, (bien « pratiques » comme boucs émissaires en cas de mécontentement populaire), des ministres, une police, une armée (bien encadrée) un drapeau (prenez tout ça et amusez-vous) ; mais on les a surtout « associés »... ce qui leur donne naturellement des obligations, comme celle par exemple d'écouler leurs matières premières sur l'Europe — qui en a bien besoin pour ses grosses Industries de transformation et de lui acheter ses produits finis (elle a besoin de cette vente pour les bénéfices de ses capitaux).

Engagez-vous, rengez-vous pour les trusts métropolitains et européens sous l'égide du Marché Commun, le meilleur pour vous, leur répète-t-on en slogan !

Et si c'était un Marché... de dupes ? Certains pays africains, sur le point de s'engager, conçoivent des doutes...

Certaines paroles, prononcées à la dernière Conférence de Strasbourg par le représentant de la Côte d'Ivoire, M. Yacé, en laissent percer : « Je ne peux accepter, a-t-il dit, que l'association se révèle plus profitable aux pays membres (européens) qu'aux pays associés (africains) ! le principe de l'égalité dans l'association n'est pas respecté (déjà ?). Les taxes de consommation appliquées

par certains pays membres sur des produits tropicaux sont contraires à l'esprit du traité. »

Quand à M. Awaïano, représentant à Strasbourg de la République Centrafricaine (postulant elle aussi à l'association) il s'est contenté de dresser le bilan suivant, qui mérite un temps de réflexion.

« Sur 1.200.000 habitants de R.C.A., 1.100.000 ont un revenu annuel de 100 nouveaux francs, soit 28 centimes par jour. Dans l'état actuel de l'économie, l'aide reçue est insuffisante. »

« Lorsque les paysans centrafricains constatent que les prix des produits agricoles n'ont augmenté ces derniers temps que de 11% pendant que les prix des produits manufacturés augmentaient de 42%, ils ont le sentiment d'être exploités et que l'aide qui leur est accordée est illusoire. »

En cela, nous sommes bien d'accord avec M. Awaïano : l'aide « accordée » par l'Europe aux pays africains qui comptaient sur elle pour se relever est illusoire... Et elle leur fera perdre bientôt plus qu'elle ne leur rapporte.

Certains gouvernements africains espèrent-ils arracher à l'Europe des garanties de stabilisation des prix ?

(à suivre)

SPECTACLES

suite de la première page

qu'il arrive à découvrir l'existence d'un dépôt d'armes. Le peuple tiendra la leçon de ce complot tramé contre ses institutions et qui justifie une vigilance accrue de sa part, à l'avenir.

« Mansonka », danse de l'initiation en Basse-Guinée, clôture « en beauté » le spectacle offert par Conakry-Il. Cette danse nous fait communier dans son rythme puissant aux forces mêmes de la nature. C'est la source qui jaillit et devient fleuve pour épouser l'Océan au-dessus duquel le grand masque semble le mat du navire humain pris dans le souffle du vent et de la vie.

Les danseuses, fragiles oiseaux de la tempête la comptent de leurs ailes rapides. Les danseurs ne jouent pas, ils sont la danse.

AU TOUR DE KOUROUSSA

Deuxième partie : Kouroussa entre en lice par un choc. Les bras des choristes s'abaissent et s'élevant tour à tour, sont la palpitation du sang dans l'artère de la nouvelle Afrique, de l'Algérie à la Guinée.

La pièce maîtresse est jouée avec brio, mais le nombre de tombes et leviers de rideau est exagéré. Le jeu des acteurs est fin expressif, les costumes étudiés.

La pièce, qui se joue au passé, nous amène à la cour d'un roi de l'ancienne Afrique. On assiste à une tentative des colonialistes de conclure une « alliance » avec le roi, par l'intermédiaire de mercenaires recrutés dans le pays. Ces derniers sont finalement éconduits par le monarque.

A la suite de quoi on annonce au roi que des colons, armés par les colonialistes, ravagent le pays. Le souverain fait alors appel à un guerrier célèbre qui, par sa ruse et son courage, inflige une défaite cuisante à l'envahisseur.

Une danse fantastique, clou de la soirée, y mettra un point final. Défaits pourtant dans l'éclairage et le décor qui ne font pas assez ressortir les acteurs. Le décor est même

LA FINALE DE LA COUPE DU P. D. G.

franchement de mauvais goût, fade, léché et « vieux jeu ». Un décor plus sobre et une plus grande unité auraient mis en valeur le jeu des danseurs, centre d'intérêt.

Ceci dit, la danse elle-même, menée progressivement avec une science chorégraphique consommée, atteint,

bras, une giration folle, ensorcelante apothéose d'où jaillissent toutes les forces secrètes de l'être et établit l'unité totale entre la salle et la scène.

LA CRITIQUE

Il est difficile avous-nous dit, de

cants.

« L'art guinéen est un art révolutionnaire. Il ne peut être par conséquent qu'un art engagé, s'il veut participer à la lutte que mène la nation. »

Partant de ce principe, qui est la



Une scène des ballets nationaux

à son paroxysme, un sommet du rythme.

Le masque aux facettes de verre scintillantes comme des étoiles, se désarticule littéralement sur place. De cette danse, souvent quasi immobile émane une grandeur de style qui étreint et transcende.

Arrive alors, s'épanouissant comme une fleur sur sa tige, un jeune danseur juché sur les épaules d'un comparse. Il entame, torse et

départager les acteurs sur le jeu même, brillant des deux côtés. Conakry-Il et Kouroussa furent jugées, en fin de compte, sur la valeur de leurs pièces par rapport au contexte révolutionnaire.

C'est le Président Sékou Touré lui-même qui, montant sur la scène, entouré de deux animateurs des sections en lice, devait faire l'analyse de la valeur politique des pièces présentées, avec des arguments convain-

justification et la condition même d'un art vivant, l'analyse des thèmes soumis à un verdict du jury, devait faire éclater les imperfections maigres quant au fond de la pièce composée par Kouroussa.

Malgré que dans sa forme, elle paraît peut-être moins « cliché » et plus nuancée que celle présentée par Conakry-Il, il lui manquait l'essentiel : un sens éducatif.

C'est ce que le Président Sékou

Touré devait faire judicieusement ressortir.

Le roi sollicité par les colons et qui repousse leurs offres n'en reste pas moins dans son fauteuil lorsqu'ils commencent leurs exactions. Pour défendre le pays, il fait appel non point au peuple mais à un seul « héros » qui suffit à mettre l'ennemi en fuite, le peuple formant une galerie passive, alors qu'il ne peut y avoir libération réelle, d'un peuple que si ce peuple lui-même en est l'artisan actif et conscient. Ce peuple, dont l'action conditionne l'histoire, se voit attribuer par Kouroussa un rôle de spectateur. L'histoire mise en scène peut avoir existé en fait, il n'en reste pas moins que le choix de ce thème ne présente aucune valeur dynamique et ne se projette pas dans le contexte révolutionnaire présent et à venir.

Par contre, le sujet présenté par Conakry-Il, comme le souligne la secrétaire générale du P.D.G., partant d'un fait passé (le complot) conserve un sens présent et futur. Les comploteurs impérialistes n'ont pas renoncé à leurs rêves de revanche ; « La preuve en est, s'écrie alors le Président Sékou Touré, qu'aujourd'hui même, vendredi, on nous annonce que les forces portugaises d'oppression, ont tiré à notre frontière des rafales de mitrailleuses à partir de la Guinée dite portugaise. »

Cette vigilance à leur endroit, dont la nécessité est mise en évidence par Conakry-Il, est donc toujours, et sera encore, nécessaire demain. La pièce n'est pas une anecdote, elle est un appel.

Si le héros, Moussa, doit agir seul au début pour éviter tout risque de « fuite », l'action conjuguée du peuple et de la police, pourra seule, en fin de compte, venir à bout des comploteurs. Il est ainsi clairement montré que la révolution ne peut être sauvegardée ni aboutir sans le concours du peuple qui en est l'artisan.

Pour avoir compris cette vérité essentielle, Conakry-Il remporte la Coupe P.D.G. qu'il avait enlevée l'année dernière sur le même concurrent.